

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 17 JUIN 1920.

Proposition de loi

déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents, pendant la guerre se sont trouvés par le service militaire, la déportation ou l'internement du père et le décès de celui-ci, dans l'impossibilité de contracter mariage.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le Gouvernement et les Chambres ont manifesté l'intention d'acquitter, dans la mesure du possible, les dettes de la Patrie, envers ceux qui ont combattu et souffert pour elle. Les mesures législatives que nous avons l'honneur de proposer sont surtout d'ordre moral. Il nous a paru indispensable de prendre en Belgique des dispositions analogues à celles qui ont été adoptées, au cours des hostilités, par l'Italie et par la France, en faveur de ceux de leurs nationaux dont la situation, au moment de leur entrée en campagne et pendant la guerre, était irrégulière ou incertaine en ce qui concerne la constitution de la famille.

Il s'agit de régulariser l'état des enfants naturels auxquels la guerre a enlevé la possibilité d'entrer dans le cadre d'une famille légitime.

En Belgique, l'arrêté-loi du 30 mai 1916, qui s'inspirait des circonstances créées par la guerre et des lois françaises des 4 avril et 19 août 1915, avait déjà autorisé les mariages par procuration et disposé également que le mariage, nul comme célébré postérieurement au décès d'un des époux, produirait cependant tous ses effets relativement à la légitimation des enfants et aux droits du conjoint survivant.

Un pas important reste à faire dans cette voie : c'est de permettre, moyennant les garanties nécessaires et dans des cas particuliers, la légitimation des enfants naturels dont le père, décédé pendant la guerre, a été empêché par le service de la Patrie ou par le fait de l'ennemi, de réaliser à cet égard des intentions annoncées.

Depuis l'armistice, on a signalé de nombreuses situations auxquelles il est urgent de porter remède. La condition des enfants naturels est toujours intéressante, mais en est-il de plus touchante que celle des enfants dont le père est mort pour le Pays et qui, sans son sacrifice ou son martyre, eussent pu faire partie d'une famille légitime?

Nous avons examiné la possibilité d'adapter à la législation belge les dispositions prises par certaines législations étrangères, en faveur des enfants de militaires ou de civils qui n'ont pu, en raison de faits de guerre, réaliser leurs projets de mariage.

Nous n'entendons apporter aucune réforme profonde à la législation sur le mariage, pas plus d'ailleurs que ne l'a fait l'arrêté-loi du 30 mai 1916, et nous ne pouvons que reproduire les considérations excellentes qu'a fait valoir M. Maurice Viollette, à l'initiative duquel est due la loi française :

« Il ne convient pas de bouleverser notre législation et d'admettre que la
» qualité d'épouse légitime puisse s'acquérir autrement que par le mariage,
» c'est-à-dire par un échange solennel de consentements devant l'officier de
» l'état civil; mais il est possible de convier la justice à examiner les cas
» particuliers et à dire si vraiment il y a eu chez les deux parents de tel ou
» tel enfant une intention évidente de le légitimer. Cette intention évidente
» pourra résulter d'un testament, de lettres missives le plus souvent, à la
» condition qu'elles ne présentent aucune ambiguïté; elle pourra résulter
» aussi de correspondances avec les mairies pour arriver à un mariage par
» procuration, d'une demande d'autorisation au Ministère de la Guerre,
» par exemple. Ce qu'il faut seulement, c'est que la volonté soit formelle et
» non équivoque, aussi bien chez le père que la mère. Pourquoi? Tout sim-
» plement pour cette raison que la loi n'a pas le droit d'imposer un enfant
» dans une famille en dehors d'une manifestation de volonté catégorique.
» La volonté de reconnaître elle-même ne suffirait pas, parce que, dans notre
» droit, la reconnaissance est fort distincte de la légitimation. La légiti-
» mation suppose, par définition, un mariage, il faudra donc que les tribunaux
» trouvent dans les circonstances de la cause la preuve que le mariage était
» indubitablement décidé et décidé en considération de l'enfant; seulement,
» comme cet événement qui s'impose aux volontés particulières, la guerre,
» est survenu, je vous demande de dire que, comme le père est mort pour la
» Patrie, l'enfant n'en souffrira pas et que, par exception, la loi va lui
» donner la situation morale et matérielle de fils légitimé. Mais je ne crois
» pas que nous puissions aller plus loin et prononcer rétroactivement l'état
» de mariage entre le père et la mère de cet enfant. En effet, comme il n'y
» a pas eu mariage, la mère a pu disposer d'elle-même, dès le décès du père
» ou peut-être même avant le décès du père. »

* * *

L'article 2 de la loi française se réfère, en les complétant, aux articles premiers des lois des 4 avril et 19 août 1915, concernant les mariages par procuration, qui auraient été célébrés postérieurement au décès du futur

époux. Cette disposition ne doit pas être reproduite dans la loi belge, attendu que l'arrêté-loi du 30 mai 1916 a prévu les cas de l'espèce.

Dans son exposé des motifs, M. Maurice Violette a fait une allusion aux nombreux Français détenus en Allemagne, faits prisonniers au début de la guerre et décédés en captivité sans avoir pu profiter de la loi sur le mariage par procuration, mais le texte de la loi ne vise que les mobilisés et n'indique pas formellement qu'il s'applique par extension aux détenus civils des régions envahies.

En Belgique, de nombreux citoyens furent déportés sans avoir eu le temps, ni plus tard l'occasion, de régler leurs affaires familiales. Il est très probable que certains d'entre eux se sont trouvés, au point de vue qui nous occupe, dans le cas des militaires décédés. La loi que nous proposons prévoit ces hypothèses.

La loi française exige que les père et mère des enfants qu'elle admet à la légitimation aient été aptes à contracter mariage conformément aux articles 144, 145, 147, 148, 150, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 228 et 296 du Code civil français. Ces dispositions visent respectivement les conditions d'âge, de dissolution d'un premier mariage, de consentement, en cas de minorité, des père, mère, aïeuls, etc. ; les prohibitions résultant des liens de parenté et d'alliance ou du divorce. Sauf le cas de minorité, le consentement des ascendants n'est pas requis.

Au point de vue du consentement, la législation belge s'écarte sensiblement de la législation française, laquelle exempte de cette formalité les majeurs de plus de 30 ans. Comme il ne s'agit pas, dans notre proposition de loi, d'instituer un nouveau mode de mariage, mais simplement une reconnaissance privilégiée produisant les effets de la légitimation, il n'existe aucun inconvénient à n'exiger le consentement des ascendants que pour les intéressés qui n'ont pas 21 ans accomplis. En effet, le consentement de ses père et mère n'est pas, dans notre droit, imposé à la personne qui souserit une reconnaissance d'enfant naturel ; il semble également inutile que le consentement devienne une des conditions de la légitimation hors du mariage.

D'autre part, le mariage contracté à partir de la majorité des intéressés, ne dépend pas forcément du consentement des père et mère, puisque les filles et fils majeurs, tenus de notifier l'acte respectueux peuvent, à défaut du consentement, faire célébrer leur mariage après un délai fixé par la loi.

La volonté évidente des parties, établie par tous documents certains, d'avoir voulu contracter mariage, suffira donc pour la légitimation des enfants dont nous nous occupons.

La quasi-similitude des législations française et belge et l'excellente rédaction du texte français nous ont permis de reproduire ce texte en grande partie.

ADOLPHE MAX.

(4)

PROPOSITION DE LOI

déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents, pendant la guerre, se sont trouvés, par le service militaire, la déportation ou l'internement du père, et le décès de celui-ci, dans l'impossibilité de contracter mariage.

ARTICLE PREMIER.

Tout enfant, dont le père mobilisé est décédé depuis le 2 août 1914 des suites de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées pendant un séjour sous les drapeaux, pourra être déclaré légitime dans les termes de l'article 331 du Code Civil, par le tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession, en vertu d'un jugement rendu en audience publique après débats en la Chambre du Conseil, à la condition qu'il résulte de la correspondance ou de tout document certain une évidente volonté de se marier et de légitimer l'enfant, commune aux deux parents.

La légitimation pourra également être prononcée si tous les parents mis en cause par application de l'alinéa 3 du présent article adhèrent à la demande.

L'instance sera poursuivie, par voie de citation, contre le ministère public, à la requête de la mère et, à son défaut, du tuteur ou du subrogé tuteur, ou de l'un des ascendants du père ou de la mère.

WETSVOORSTEL

tot bepaling der voorwaarden, waaronder de kinderen, wier ouders gedurende den oorlog geen huwelijk konden aangaan wegens den militairen dienst, de wegvoering of de gevangenhouding van den vader en wegens dezes overlijden, kunnen gewettigd worden.

EERSTE ARTIKEL.

Elk kind, wiens gemobiliseerde vader sedert 2 Augustus 1914 is overleden ten gevolge van verwondingen toegebracht of van ziekten opgedaan of verergerd terwijl hij in het leger diende, kan door de rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de nalatenschap is opengevalen, krachtens een vonnis in openbare terechtzitting gewezen na debat in de Raadkamer, wettig verklaard worden naar luid van artikel 331 van het Burgerlijk Wetboek, mits uit de briefwisseling of uit elk geloofwaardig stuk blijkt dat beide ouders het blijkbaar voornemen hadden te trouwen en het kind te wettigen.

De wettiging kan eveneens uitgesproken worden, indien al de bloedverwanten, in de zaak gebracht bij toepassing van lid 3 van dit artikel, tot den eisch toetreden.

Het rechtsgeding wordt tegen het openbaar ministerie, bij wijze van dagvaarding, vervolgd op verzoek van de moeder of, bij ontstentis van deze, van den voogd of van den toezienden voogd ofwel van

Les parents du père, en ligne directe, qui n'ont pas pris l'initiative de l'instance et, à défaut de parents en ligne directe, les collatéraux admis dans l'ordre établi par l'article 174 du Code civil, devront être mis en cause.

Le demandeur devra prouver : 1° que l'enfant a été légalement reconnu par la mère ou déclaré judiciairement être né d'elle ; 2° que les deux parents se sont trouvés, au jour du décès du père, réunir les conditions de capacité exigées par les articles 144, 145, 147, 148, 149, 150, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 228, 296, et 298 du Code Civil pour contracter mariage.

Si le jugement ou l'arrêt devenu définitif accueille la demande, son dispositif tiendra lieu d'acte de légitimation au vœu des articles 331, 332 et 333 du Code civil et mention en sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé, sans autre formalité.

Il ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de l'émargement ci-dessus.

L'enfant, auquel il profitera, jouira des droits d'un enfant légitime, tant au regard de son père qu'au regard de sa mère, avec effet rétroactif à la veille du décès du père et, s'il y a lieu, de la mère.

een der voorzaten van den vader of van de moeder.

De bloedverwanten van den vader, in de rechte linie, die het rechtsgeding niet hebben ingesteld, en, bij ontstentenis van bloedverwanten in de rechte linie, de zijdelingsche bloedverwanten toegelaten in de orde bepaald bij artikel 174 van het Burgerlijk Wetboek, moeten in de zaak gebracht worden.

De eischer moet bewijzen : 1° dat het kind door de moeder wettelijk erkend werd of gerechtelijk verklaard werd uit haar te zijn geboren ; 2° dat beide ouders, op den dag van het overlijden van den vader, voldeden aan de vereischten van bekwaamheid, door de artikelen 144, 145, 147, 148, 149, 150, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 228, 296 en 298 van het Burgerlijk Wetboek gesteld om een huwelijk aan te gaan.

Wordt de eisch toegewezen door het in kracht van gewijsde gegane vonnis of arrest, dan geldt het beschikkend gedeelte daarvan als akte van wettiging naar luid van de artikelen 331, 332 en 333 van het Burgerlijk Wetboek en wordt daarvan melding gemaakt op den kant der geboortakte van het gewettigd kind, zonder ander vormvereischte.

Zij kan alleen dan aan derden tegengesteld worden wanneer gezegde kantteekening is geschied.

Het kind, wien zij ten goede komt, geniet de rechten van een wettig kind, zoowel ten aanzien van zijnen vader als ten aanzien van zijne moeder, met terugwerkende kracht tot den dag vóór het overlijden van den vader en, desnoods, van de moeder.

Il ne sera plus reçu aucune instance en exécution de la présente loi cinq ans après sa promulgation.

Les actes nécessités par ces instances seront délivrés, visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.

ART. 2.

Le bénéfice de l'article 1^{er} est étendu, dans les conditions et circonstances prévues au dit article, à tout enfant de citoyen belge ayant été, à un titre quelconque, pendant la durée des hostilités au service du Gouvernement Belge ou d'un pays allié ou associé de la Belgique, ou ayant été évacué, détenu ou déporté par le fait de l'ennemi.

Rechtsgedingen op grond van deze wet zijn niet meer ontvanke-lijk vijf jaar na hare afkondiging.

De wegens die rechtsgedingen noodige akten worden kosteloos afgeleverd, voor zegel geviséerd en geregistreerd, indien tot de formaliteit der registratie moet overgegaan worden.

ART. 2.

Het voordeel van artikel 1 geldt ook, onder de bij dit artikel voorziene voorwaarden en omstandigheden, voor elk kind van een Belgischen ingezetene die gedurende de vijandelijkheden, in welke hoedanigheid ook, in dienst van de Belgische Regeering of van een met België geallieerd of geassocieerd land is geweest ofwel door den vijand werd uitgedreven, gevangengehouden of weggevoerd.

Adolphe Max.

(IV)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1920.

Wetsvoorstel

tot bepaling der voorwaarden, waaronder de kinderen, wier ouders gedurende den oorlog geen huwelijk konden aangaan wegens den militairen dienst, de wegvoering of gevangenhouding van den vader en wegens dezen overlijden, kunnen gewettigd worden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering en de Kamers gaven blijk van hun inzicht om, in de mogelijke mate, de schuld van het Vaderland te kwijten tegenover degenen, die er voor gestreden en geleden hebben. De wetsbepalingen, welke wij de eer hebben voor te stellen, zijn vooral van moreelen aard. Het scheen ons volstrekt noodig, in België gelijksoortige voorschriften in te voeren als in Italië en in Frankrijk, tijdens den oorlog, ten behoeve van diegenen hunner onderhoorigen, wier toestand, bij hunne indiensttreding en tijdens de vijandelijkheden, onregelmatig of onzeker was, wat betreft de oprichting van hun gezin.

Het is er om te doen, den staat te regelen van de natuurlijke kinderen, die de oorlog in de onmogelijkheid heeft gesteld deel uit te maken van een wettig gezin.

Het besluit-wet van 30 Mei 1916, dat steunde op de toestanden door den oorlog teweeggebracht en op de Fransche wetten van 4 April en 19 Augustus 1913, had in België reeds de huwelijken bij volmacht toegelaten en tevens bepaald dat het huwelijk, nietig als gesloten na het overlijden van een der echtgenooten, nochtans zijn volle kracht hebben zou ten aanzien van de wettiging der kinderen en van de rechten van den overlevenden echtgenoot.

Een belangrijke stap blijft op dien weg te doen: men dient namelijk, mits de noodige waarborgen en in bijzondere gevallen, de wettiging toe te laten van de natuurlijke kinderen, wier vader, tijdens den oorlog overleden, door den dienst voor het Vaderland of door de schuld van den vijand verhinderd werd gevolg te geven aan een uitgesproken inzicht.

Sedert den wapenstilstand heeft men gewezen op menigen toestand die diende spoedig verholpen te worden. De staat van de natuurlijke kinderen verdient altijd belangstelling. Is er echter iets meer treffend dan die van de kinderen, wier vader voor het Vaderland gestorven is en die, zonder zijn offer of zijn martelaarschap, deel hadden uitgemaakt van een wettig gezin?

Wij hebben nagegaan of het mogelijk is, aan de Belgische wetgeving aan de schikkingen te passen door sommige Parlementen in het buitenland getroffen ten behoeve van de kinderen van militairen of van burgers die, ten gevolge van den oorlog, geen gevolg konden geven aan hun huwelijksontwerpen.

Wij willen geen enkele grondige wijziging brengen in de wetgeving op het huwelijk, niet meer ten andere dan het besluit-wet van 30 Mei 1916 het deed, en wij kunnen enkel de uitnemende beschouwingen herhalen van den heer Maurice Violette, aan wien de Fransche wet haar ontstaan dankt :

« Het past niet, onze wetgeving omver te werpen en aan te nemen dat de
» hoedanigheid van wettige echtgenoot anders verkregen kan worden dan
» door het huwelijk, m. a. w. door eene plechtige wisseling van toestem-
» mingen voor den ambtenaar van den burgerlijken stand ; doch men kan
» wel het gerecht verzoeken, de bijzondere gevallen te overwegen en te
» beslissen of de twee ouders van dit of dat kind het blijkbaar inzicht
» hadden het wettig te maken. Dit duidelijk inzicht kan blijken uit een tes-
» tament, meestendeels uit brieven, mits zij geen dubbelzinnigheid inhou-
» den ; het kan ook voortvloeien uit de briefwisseling met de mairies om
» een huwelijk bij volmacht te kunnen aangaan, uit eene aanvraag tot toe-
» lating gericht tot het Ministerie van Oorlog, bij voorbeeld. Er wordt alleen
» vereischt dat de wil uitdrukkelijk en ondubbelzinnig zij, zoowel van de,
» zijde van den vader als van die der moeder. Waarom? Om de een-
» voudige reden, dat de wet het recht niet heeft een kind in eene familie
» op te dringen zonder het bewijs dat men het uitdrukkelijk verlangt.
« De wil zelf tot de erkenning over te gaan zou niet volstaan, omdat, vol-
» gens ons recht, de erkenning zeer verschillend is van de wettiging. De
» wettiging veronderstelt logisch een huwelijk ; het zal dus noodig zijn dat
» de rechtbanken in de omstandigheden van de zaak het bewijs vinden, dat
» het huwelijk zonder eenigen twijfel beslist was en dat het beslist was met
» het oog op het kind ; daar echter de oorlog, als eene gebeurtenis die zich
» aan iederen afzonderlijken wil opdringt, gekomen is, vraag ik u te verklaren
» dat het kind, vermits de vader gestorven is voor het Vaderland, er niet
» zal door lijden en dat, bij uitzondering, de wet aan dit kind den moreelen
» en materielen staat van gewettigd kind zal verleenen. Ik meen echter
» niet dat wij verder mogen gaan en den staat van huwelijk tusschen den
» vader en de moeder van dit kind met terugwerkende kracht verklaren.
» Inderdaad, vermits er geen huwelijk geweest is, heeft de moeder over
» zich zelf kunnen beslissen, zoodra de vader overleden was of misschien
» zelfs vóór het overlijden van den vader. »

*
* *

Artikel 2 van de Fransche wet verwijst naar artikel 1 der wet van 4 April

en artikel 1 der wet van 19 Augustus 1915, betreffende de huwelijken bij volmacht, die mochten gesloten zijn na het overlijden van den toekomstigen echtgenoot; het vult ze tevens aan. Deze bepaling moet niet in de Belgische wet overgenomen worden, daar het besluit-wet van 30 Mei 1916 de gevallen van dien aard voorzien heeft.

In zijne toelichting heeft de heer Maurice Violette even gewezen op de talrijke Franschen, in Duitschland gevangengehouden, die gevangen werden genomen in het begin van den oorlog en in krijgsgevangenschap zijn gestorven zonder te kunnen gebruik maken van de wet op het huwelijk bij volmacht; doch de tekst van de wet bedoelt enkel de gemobiliseerden en zegt niet uitdrukkelijk dat hij bij uitbreiding toepasselijk is op de burgergevangenen der bezette gebieden.

In België werden talrijke ingezetenen weggevoerd zonder den tijd noch later de gelegenheid te hebben gehad, hunne familiezaken in regel te brengen. Het is zeer waarschijnlijk dat, voor de zaak welke wij beoogen, sommigen onder hen zich hebben bevonden in het geval der overleden militairen. De wet, welke wij voorstellen, voorziet deze mogelijke gevallen.

De Fransche wet eischt dat de vader en de moeder van de kinderen, die zij toelaat te wettigen, bekwaam wezen om een huwelijk aan te gaan overeenkomstig de artikelen 144, 145, 147, 148, 150, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 229 en 296 van het Fransche Burgerlijk Wetboek. Deze bepalingen betreffen onderscheidenlijk de vereischten van leeftijd, van ontbinding van een eerste huwelijk, van toestemming, in geval van minderjarigheid, van den vader, de moeder, de grootouders, enz., de beletselen die voortspruiten uit de verwantschap en aanverwantschap of uit de echtscheiding. Behalve voor het geval van minderjarigheid, wordt de toestemming der ouders of grootouders niet vereischt.

Wat aangaat de toestemming, wijkt de Belgische wetgeving merkkelijk af van de Fransche wetgeving, die de meerderjarigen van meer dan 30 jaar van dit vereischte ontslaat. Daar in ons wetsvoorstel geen sprake is van het instellen van een nieuwe wijze van huwelijk, maar enkel van eene bevoorrechte erkenning die de gevolgen heeft van de wettiging, bestaat er geen enkel bezwaar, de toestemming der ouders of grootouders enkel te eischen voor de belanghebbenden, die niet volle 21 jaar oud zijn. Inderdaad, de toestemming van zijn vader en moeder wordt, volgens ons recht, niet opgelegd aan den persoon die een natuurlijk kind erkent; het schijnt eveneens onnoodig dat de toestemming een der vereischten worde voor de wettiging buiten het huwelijk.

Het huwelijk, gesloten na de meerderjarigheid der belanghebbenden, hangt, anderzijds, niet noodzakelijkerwijze af van de toestemming van den vader en de moeder, vermits de meerderjarige dochters en zonen, verplicht de akte van eerbied te beteekenen, hun huwelijk kunnen doen sluiten, bij gebrek aan die toestemming, na verloop van een door de wet bepaalden termijn.

De duidelijke wil der partijen, vastgesteld door om 't even welke onbe-

twistbare stukken, een huwelijk te hebben willen aangaan; zal dus volstaan voor de wettiging der kinderen, waarmede wij ons bezighouden.

Daar de Fransche en de Belgische wetten nagenoeg dezelfde zijn en de Fransche tekst uitstekend is, konden wij dezen tekst grootendeels overnemen.

ADOLPHE MAX.



PROPOSITION DE LOI

déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents, pendant la guerre, se sont trouvés, par le service militaire, la déportation ou l'internement du père, et le décès de celui-ci, dans l'impossibilité de contracter mariage.

ARTICLE PREMIER.

Tout enfant, dont le père mobilisé est décédé depuis le 2 août 1914 des suites de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées pendant un séjour sous les drapeaux, pourra être déclaré légitime dans les termes de l'article 331 du Code Civil, par le tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession, en vertu d'un jugement rendu en audience publique après débats en la Chambre du Conseil, à la condition qu'il résulte de la correspondance ou de tout document certain une évidente volonté de se marier et de légitimer l'enfant, commune aux deux parents.

La légitimation pourra également être prononcée si tous les parents mis en cause par application de l'alinéa 3 du présent article adhèrent à la demande.

L'instance sera poursuivie, par voie de citation, contre le ministère public, à la requête de la mère et, à son défaut, du tuteur ou du subrogé tuteur, ou de l'un des ascendants du père ou de la mère.

WETSVOORSTEL

tot bepaling der voorwaarden, waaronder de kinderen, wier ouders gedurende den oorlog geen huwelijk konden aangaan wegens den militairen dienst, de wegvoering of de gevangenhouding van den vader en wegens dezes overlijden, kunnen gewettigd worden.

EERSTE ARTIKEL.

Elk kind, wiens gemobiliseerde vader sedert 2 Augustus 1914 is overleden ten gevolge van verwondingen toegebracht of van ziekten opgedaan of verergerd terwijl hij in het leger diende, kan door de rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de nalatenschap is opengevalen, krachtens een vonnis in openbare terechtzitting gewezen na debat in de Raadkamer, wettig verklaard worden naar luid van artikel 331 van het Burgerlijk Wetboek, mits uit de briefwisseling of uit elk geloofwaardig stuk blijkt dat beide ouders het blijkbaar voornemen hadden te trouwen en het kind te wettigen.

De wettiging kan eveneens uitgesproken worden, indien al de bloedverwanten, in de zaak gebracht bij toepassing van lid 3 van dit artikel, tot den eisch toetreden.

Het rechtsgeding wordt tegen het openbaar ministerie, bij wijze van dagvaarding, vervolgd op verzoek van de moeder of, bij ontstentenis van deze, van den voogd of van den toezienden voogd ofwel van

Les parents du père, en ligne directe, qui n'ont pas pris l'initiative de l'instance et, à défaut de parents en ligne directe, les collatéraux admis dans l'ordre établi par l'article 174 du Code civil, devront être mis en cause.

Le demandeur devra prouver : 1° que l'enfant a été légalement reconnu par la mère ou déclaré judiciairement être né d'elle ; 2° que les deux parents se sont trouvés, au jour du décès du père, réunir les conditions de capacité exigées par les articles 144, 145, 147, 148, 149, 150, 153, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 228, 296, et 298 du Code Civil pour contracter mariage.

Si le jugement ou l'arrêt devenu définitif accueille la demande, son dispositif tiendra lieu d'acte de légitimation au vœu des articles 331, 332 et 333 du Code civil et mention en sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé, sans autre formalité.

Il ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de l'émargement ci-dessus.

L'enfant, auquel il profitera, jouira des droits d'un enfant légitime, tant au regard de son père qu'au regard de sa mère, avec effet rétroactif à la veille du décès du père et, s'il y a lieu, de la mère.

een der voorzaten van den vader of van de moeder.

De bloedverwanten van den vader, in de rechte linie, die het rechts-geding niet hebben ingesteld, en, bij ontstentenis van bloedverwanten in de rechte linie, de zijdelingsche bloedverwanten toegelaten in de orde bepaald bij artikel 174 van het Burgerlijk Wetboek, moeten in de zaak gebracht worden.

De eischer moet bewijzen : 1° dat het kind door de moeder wettelijk erkend werd of gerechtelijk verklaard werd uit haar te zijn geboren ; 2° dat beide ouders, op den dag van het overlijden van den vader, voldeden aan de vereischten van bekwaamheid, door de artikelen 144, 145, 147, 148, 149, 150, 153, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 228, 296 en 298 van het Burgerlijk Wetboek gesteld om een huwelijk aan te gaan.

Wordt de eisch toegewezen door het in kracht van gewijsde gegane vonnis of arrest, dan geldt het beschikkend gedeelte daarvan als akte van wettiging naar luid van de artikelen 331, 332 en 333 van het Burgerlijk Wetboek en wordt daarvan melding gemaakt op den kant der geboorteakte van het gewettigd kind, zonder ander vormvereischte.

Zij kan alleen dan aan derden tegengesteld worden wanneer gezegde kantteekening is geschied.

Het kind, wien zij ten goede komt, geniet de rechten van een wettig kind, zoowel ten aanzien van zijnen vader als ten aanzien van zijne moeder, met terugwerkende kracht tot den dag vóór het overlijden van den vader en, desnoods, van de moeder.

Il ne sera plus reçu aucune instance en exécution de la présente loi cinq ans après sa promulgation.

Les actes nécessités par ces instances seront délivrés, visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.

ART. 2.

Le bénéfice de l'article 1^{er} est étendu, dans les conditions et circonstances prévues au dit article, à tout enfant de citoyen belge ayant été, à un titre quelconque, pendant la durée des hostilités au service du Gouvernement Belge ou d'un pays allié ou associé de la Belgique, ou ayant été évacué, détenu ou déporté par le fait de l'ennemi.

Rechtsgedingen op grond van deze wet zijn niet meer ontvanke-lijk vijf jaar na hare afkondiging.

De wegens die rechtsgedingen noodige akten worden kosteloos afgeleverd, voor zegel geviséerd en geregistreerd, indien tot de formaliteit der registratie moet overgegaan worden.

ART. 2.

Het voordeel van artikel 1 geldt ook, onder de bij dit artikel voorziene voorwaarden en omstandigheden, voor elk kind van een Belgischen ingezetene die gedurende de vijandelijkheden, in welke hoedanigheid ook, in dienst van de Belgische Regeering of van een met België geallieerd of geassocieerd land is geweest ofwel door den vijand werd uitgedreven, gevangengehouden of weggevoerd.

Adolphe Max.
